

F. 87 — 1023

12 MARS 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création d'une cellule chargée de seconder l'administration régionale, en matière de déchets

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, II, 2^e;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment les articles 3, 11, 21, 37, § 2, 28, 39 et 58;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1982 de l'Exécutif régional wallon portant règlement de son fonctionnement et modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de prendre sans délai des mesures en vue de mettre en place une politique active de gestion des déchets et particulièrement d'assurer la surveillance des décharges; qu'en effet, à défaut de création de cette cellule, la sauvegarde de l'environnement pourrait être mise en danger;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

Section 1^e. — Attributions

Article 1^e. Il est institué une cellule des déchets, ci-après indiquée « la cellule ». Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre de la Région wallonne qui a l'Environnement dans ses compétences, ci-après dénommé « le Ministre compétent ».

Art. 2. La cellule est chargée :

1^o de seconder les services de l'administration de la Région wallonne compétente en matière de déchets et de prévention des pollutions;

2^o de préparer la mise en place de l'Office régional wallon des déchets non ménagers;

3^o d'exécuter toutes missions dont elle serait chargée par le Ministre compétent, notamment en ce qui concerne l'information des autorités responsables ainsi que celles du public.

Section 2. — Composition, recrutement, fonctionnement

Art. 3. § 1. La cellule est composée de vingt-deux agents dont quatre fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne détachés temporairement des services auxquels ils sont affectés et de dix-huit agents recrutés sur base contractuelle.

§ 2. Les agents recrutés sur base contractuelle se répartissent comme suit :

- un conseiller;
- trois conseillers-adjoints;
- quatre secrétaires d'administration;
- quatre techniciens;
- trois commis sténo-dactylos;
- trois commis.

Art. 4. Les agents sont recrutés sur base contractuelle par l'Exécutif.

Art. 5. Le conseiller assume la direction de la cellule et reçoit les instructions du Ministre compétent auquel il fait rapport mensuellement de l'activité de la cellule.

Section 3. — Rémunérations, allocations et indemnités

Art. 6. § 1. La rémunération des agents recrutés sur base contractuelle est fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

— conseiller :	13/2
— .conseiller adjoint :	12/1
— secrétaire d'administration :	10/1
— technicien :	20/2
— commis sténo-dactylo :	30/2
— commis :	30/1

§ 2. Les services prestés comme membre du personnel du Ministère de la Région wallonne, de la Communauté française, d'un service de l'Etat, d'un établissement d'enseignement ou tout autre service public sont pris en considération pour fixer la situation pécuniaire des intéressés.

§ 3. Les agents recrutés sur base contractuelle sont assimilés au personnel des Ministères pour des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de programmation et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des Ministères, ainsi que pour l'octroi des indemnités pour frais de séjour et frais de parcours.

§ 4. Les agents recrutés sur base contractuelle peuvent être autorisés par le Ministre compétent à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés pécuniairement par le présent article.

Art. 7. § 1. Les rémunérations, les allocations et les indemnités prévues à l'article 6, §§ 1er et 3 sont payées mensuellement à terme échu. Leur montant mensuel est égal à 1/12 du montant annuel.

§ 2. Lorsque la rémunération, l'allocation ou l'indemnité du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue pour le personnel des Ministères.

§ 3. Les rémunérations, les allocations et les indemnités prévues à l'article 6, §§ 1er et 3 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 114,20.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 8. Les rémunérations, allocations, indemnités et frais de fonctionnement de la cellule sont supportées par le budget de la Région wallonne, partie Ministère de la Région wallonne.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 16 mars 1987.

Art. 10. Le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a le personnel dans ses attributions et le Ministre chargé de l'Environnement et de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ils sont délégués par l'Exécutif pour signer conjointement, en son nom, les contrats d'emploi du personnel affecté à cette cellule.

Bruxelles, le 12 mars 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

D. 87 — 1023

**12. MÄRZ 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung einer Zelle,
die beauftragt ist, der Regionalen Verwaltung in Sachen Abfälle beizustehen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, II, Punkt 2;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 3, 11, 21, 37, § 2, 28, 39 und 58;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen zu ergreifen, um eine aktive Politik in Sachen Verwaltung der Abfälle auszuführen und vor allem um die Überwachung der Depots zu gewährleisten; in der Erwägung, daß die Erhaltung der Umwelt ohne die Schaffung dieser Zelle nämlich gefährdet werden könnte;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Abschnitt 1. — Zuständigkeitsbereich

Artikel 1. Es wird eine Zelle Abfälle, nachstehend « die Zelle » genannt, errichtet. Sie untersteht direkt dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, nachstehend « der zuständige Minister » genannt.

Art. 2. Die Zelle ist beauftragt:

1º den Dienststellen der in Sachen Abfälle und Verhütung der Umweltschäden zuständigen Verwaltung der Wallonischen Region beizustehen;

2º die Einsetzung der Dienststelle der Wallonischen Region für andere Abfälle als Hausmüll vorzubereiten;

3º alle Aufgaben zu erfüllen, mit denen der zuständige Minister sie, insbesondere was die Information der verantwortlichen Behörden sowie der Öffentlichkeit betrifft, betrauen könnte.

Abschnitt 2. — Zusammensetzung, Einstellung, Arbeitsweise

Art. 3. § 1. Die Zelle umfaßt zweiundzwanzig Bedienstete, darunter 4 Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region, die vorübergehend von ihren Dienststellen entsandt werden, und 18 Bedienstete, die unter Vertrag eingestellt werden.

§ 2. Die Bediensteten, die unter Vertrag eingestellt werden, haben folgende Stellen inne :

- eine als Berater;
- drei als beigeordneter Berater;
- vier als Verwaltungssekretär;
- vier als Techniker;
- drei als Kommis-Steno-Daktylograph;
- drei als Kommis.

Art. 4. Die Bediensteten werden von der Exekutive unter Vertrag eingestellt.

Art. 5. Der Berater übernimmt die Leitung der Zelle und erhält die Anweisungen des zuständigen Ministers, dem er jeden Monat einen Bericht über die Tätigkeit der Zelle erstattet.

Abschnitt 3. — Besoldungen, Zulagen und Vergütungen

Art. 6. § 1. Die Besoldung der unter Vertrag eingestellten Bediensteten ist in den nachstehenden Skalen, die auf das Personal der Ministerien Anwendung finden, festgesetzt:

— Berater :	13/2
— beigeordneter Berater :	12/1
— Verwaltungssekretär :	10/1
— Techniker :	20/2
— Kommis-Steno-Dactylograph :	30/2
— Kommiss :	30/1

§ 2. Die Dienste, die als Mitglied des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, einer Dienststelle des Staates, einer Lehranstalt oder jeder anderen öffentlichen Dienststelle geleistet worden sind, werden für die Festlegung der Besoldungslage der Betreffenden berücksichtigt.

§ 3. Die unter Vertrag eingestellten Bediensteten werden dem Personal der Ministerien gleichgestellt für die Gewährung der Kinderzulagen, der Geburtsbeihilfe, der Aufenthalts- und Ortszulage, des Urlaubsgeldes, der Jahresendprämie oder jeder anderen Zulage, zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Ministerien vorgesehen sind, sowie für die Gewährung der Vergütungen für Aufenthaltskosten und Fahrtkosten.

§ 4. Die unter Vertrag eingestellten Bediensteten können vom zuständigen Minister die Erlaubnis erhalten, ihren eigenen Wagen zu benutzen, und zwar unter den Bedingungen, die für die Bediensteten, denen sie aufgrund dieses Artikels in pekunärer Hinsicht gleichgestellt sind, vorgesehen sind.

Art. 7. § 1. Die Besoldungen, die Zulagen und die Vergütungen, die in den Paragraphen 1 und 3 des Artikels 6 vorgesehen sind, werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Ihr monatlicher Betrag entspricht 1/12 des Jahresbetrages.

§ 2. Wenn die Besoldung, die Zulage oder die Vergütung nicht ganz auszuzahlen ist, wird sie gemäß der für das Personal der Ministerien vorgesehenen Regel in Dreizigsteln gezahlt.

§ 3. Die Besoldungen, die Zulagen und die Vergütungen, die in den Paragraphen 1 und 3 des Artikels 6 vorgesehen sind, sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Modalitäten, die durch das Gesetz vom 2. August 1971 zur Einführung eines Systems zur Bindung an den Index der Verbraucherpreise festgelegt worden sind. Zu diesem Zweck werden sie an den Index 114,20 gebunden.

Abschnitt 4. — Schlußbestimmungen

Art. 8. Die Besoldungen, Zulagen, Vergütungen und Funktionskosten der Zelle gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region, Teil Ministerium der Wallonischen Region.

Art. 9. Vorliegender Erlass tritt am 16. März 1987 in Kraft.

Art. 10. Der Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Personal gehört, und der mit der Umwelt und der Landwirtschaft beauftragte Minister, sind mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Sie werden von der Exekutive ermächtigt, die Anstellungsverträge für das Personal, das dieser Zelle zugeteilt wird, in ihrem Namen gemeinsam zu unterschreiben.

Brüssel, den 12. März 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

N. 87 — 1023

12 MAART 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende oprichting van een cel die inzake afval belast is het regionale bestuur bij te staan

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, II, 2;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 3, 11, 21, 37, § 2, 28, 39 en 58;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringendheid verantwoord door de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met het oog op de instelling van een actief beleid inzake beheer van afval en inzonderheid om de bewaking van stortplaatsen te verzekeren; overwegende dat de bescherming van het leefmilieu door de oprichting van die cel zou in gevaar gebracht worden;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een afvalcel, hierna genoemd « de cel » opgericht. Zij ressorteert rechtstreeks onder het gezag van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort, hierna genoemd « de bevoegde Minister ».

Art. 2. De cel heeft als opdracht :

1^e de diensten van het bestuur van het Waalse Gewest die inzake afval en verontreinigingsvoorkoming bevoegd zijn hulp te bieden;

2^e de installatie van de Waalse Regionale Dienst voor andere afval dan huisvuil voor te bereiden;

3^e alle opdrachten uit te voeren waarmee zij door de bevoegde Minister belast zou zijn, inzonderheid wat de informatie van de verantwoordelijke overheden alsmede van het publiek betreft.

Afdeling 2. — Samenstelling, aanwerving, werking

Art. 3. § 1. De cel bestaat uit tweeëntwintig personeelsleden waarvan vier ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest tijdelijk gedetacheerd van de diensten waartoe zij behoren en uit achttien beambten aangeworven onder arbeidsovereenkomst.

§ 2. De onder een arbeidsovereenkomst aangeworven beambten bekleden de volgende betrekkingen :

- één adviseur;
- drie adjunkt-adviseurs;
- vier bestuurssecretarissen;
- vier technicus;
- drie klerken-stenotypisten;
- drie klerken.

Art. 4. De beambten zijn door de Executieve in het kader van een arbeidsovereenkomst aangeworven.

Art. 5. De adviseur verzekerde de directie van de cel en ontvangt instructies van de bevoegde Minister aan wie hij maandelijks verslag uitbrengt over de activiteit van de cel.

Afdeling 3. — Bezoldiging, toelagen en vergoedingen

Art. 6. § 1. De bezoldiging van de onder een arbeidsovereenkomst aangeworven beambten wordt berekend in de hierna volgende weddeschalen die van toepassing zijn op het personeel der Ministeries :

— adviseur	13/2
— adjunkt-adviseur	12/1
— bestuurssecretaris	10/1
— technicus	20/2
— klerk-stenotypist	30/2
— klerk	30/1

§ 2. De als lid van het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de Franse Gemeenschap, van een Rijksdienst, van een onderwijsinstelling of van andere openbare diensten uitgeoefende prestaties worden in aanmerking genomen voor de vaststelling van de geldelijke toestand van de betrokkenen.

§ 3. De onder een arbeidsovereenkomst aangeworven beambten zijn inzake kinderbijslagen, geboortetolage, haard- en verblijftolage, vakantiegeld, programmatietolage en andere toelagen, alsmede voor verblijf- en reiskosten, gelijkgesteld met het personeel der Ministeries op de percentage en onder de voorwaarden bepaald voor het personeel der Ministeries.

§ 4. De onder een arbeidsovereenkomst aangeworven beambten kunnen door de bevoegde Minister gemachtigd worden hun eigen wagen te gebruiken onder de voorwaarden bepaald voor de ambtenaren met wie zij door dit besluit geldelijk gelijkgesteld zijn.

Art. 7. § 1. De in artikel 6, §§ 1 en 3 bepaalde bezoldigingen, toelagen of vergoedingen zijn maandelijks na vervallen termijn betaald. Het maandelijkse bedrag ervan bedraagt 1/12 van het jaarlijkse bedrag.

§ 2. Wanneer de bezoldiging, de toelage of de vergoeding van de maand niet geheel schuldig is, wordt zij overeenkomstig het voor het personeel der Ministeries bepaalde regel in dertigsten betaald.

§ 3. De in artikel 6, §§ 1 en 3 bepaalde bezoldigingen, toelagen of vergoedingen zijn gekoppeld aan de schommelingen van de consumptieprijsen overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de wet van 2 augustus 1971 houdende regeling van een steksel van het indexcijfer der consumptieprijsen; daartoe worden zij aan de spilindex 114,20 verbonden.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 8. De bezoldigingen, toelagen, vergoedingen en werkingskosten van de cel zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, afdeling Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 16 maart 1987.

Art. 10. De Minister, lid van de Waalse Gewestexecutive tot wiens bevoegdheid het personeel behoort de de Minister die voor het Leefmilieu en de Landbouw instaat, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Zij worden door de Executieve gedelegeerd om samen in haar naam de tewerkstellingsovereenkomsten van het personeel van die cel te handtekenen.

Brussel, 12 maart 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutive,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME